

Aux Pays-Bas, M. Wilders perd les municipales mais garde la vedette

Le chef populiste suscite l'indignation en demandant le départ des Marocains

Bruxelles

Correspondant

L'islam, l'Europe, les Marocains : Geert Wilders change de cible mais maintient le cap. Le chef du Parti pour la liberté (PVV), formation populiste d'extrême droite désormais alliée au Front national de Marine Le Pen pour la campagne des européennes, a encore volé la vedette à la plupart de ses rivaux lors de la soirée électorale qui suivait, mercredi 19 mars, le scrutin municipal aux Pays-Bas.

En meeting à La Haye, il a usé de sa nouvelle marotte – le renvoi des Marocains – et interrogé ses partisans : « Voulez-vous plus ou moins de Marocains dans cette ville, dans ce pays ? » « Moins, moins, moins ! », a lancé la salle en entonnant un refrain. « On va régler ça », a répondu Geert Wilders.

Les propos suscitent l'indignation. « Ce qu'il a dit ce soir me laisse un goût amer dans la bouche », a commenté le premier ministre libéral, Mark Rutte. « Ce parti ne cadre plus avec une démocratie », a commenté le député social-démocrate Jan Vos. « Hitler est parmi nous », a lâché l'écologiste Tofik Dibi en réaction aux propos de M. Wilders. Avec cette déclaration choc, le chef du Parti pour la liberté a une fois de plus capté l'attention médiatique tout en se livrant à un habile tour de passe-passe. Sa saillie visait, en effet, à faire oublier que son parti n'a présenté que deux listes aux municipales alors que le pays compte 402 villes et communes.

Il n'a pas remporté La Haye, où il espérait engranger une victoire très symbolique : il est battu par le parti libéral social D66, grand vainqueur du scrutin au plan national et dans les grandes villes, hormis à Rotterdam, où un héritier du tribun Pim Fortuyn l'a emporté. Le PVV perd même un siège dans la capitale politique du pays. A Almere, une ville nouvelle proche d'Amsterdam, bastion du parti populiste, le PVV conserve ses 9 sièges et le leadership, mais perd quelques suffrages (-0,8 %) alors que, comme partout dans le pays, l'électorat populaire a pourtant fui le parti social-démocrate (Parti du travail, PvdA), grand perdant du scrutin.

Selon des projections, cette formation perdrait 22 de ses 38 sièges de députés en cas d'élections nationales. Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD, libéral) de M. Rutte a, lui aussi, été lourdement sanctionné, perdant de nombreux élus municipaux. Les enquêtes d'opinion lui prédisent une chute du nombre de ses dépu-

tés à la Seconde Chambre (25, -16). Le PVV, qui compte 14 députés sur les 150 de la Seconde Chambre, pourrait en gagner 11 en cas d'élections.

« La politique d'assainissement budgétaire dictée par Bruxelles est désormais ressentie au quotidien : hausses d'impôts, augmentation des prix des services, chômage en hausse », souligne James Kennedy, professeur de sciences politiques à l'Université libre d'Amsterdam. « Le seul espoir de ce gouvernement est désormais de tenir jusqu'en 2017 et de récolter le fruit de ses réformes de la politique du logement, du marché du travail ou des allocations sociales », explique René Moerland, chef du service politique du quotidien *NRC Handelsblad*.

Avec son statut de « parti anti-statu quo », comme le définit M. Kennedy, le PVV semble, lui, durablement installé dans un paysage politique de plus en plus fragmenté, reflet d'un pays en proie à divers doutes (son identité, sa place dans l'Europe, sa capacité à intégrer réellement le multiculturalisme...), même si la situation est globalement bien plus favorable que celle d'autres Etats de l'Union européenne. « Le vrai défi est aujourd'hui de renouer le contact avec des catégories de la population exclues des liens sociaux et politiques », analyse M. Kennedy.

Parti d'un seul homme

Ce sont ces catégories que cible, évidemment, M. Wilders avec ses évocations permanentes de l'insécurité, de la criminalité étrangère ou de cette UE qui déposséderait les Pays-Bas de tous ses pouvoirs. Ces électeurs potentiels semblent insensibles tant à la dénonciation des alliances du PVV avec l'extrême droite européenne qu'aux révélations sur le fonctionnement de cette formation.

C'est le parti d'un seul homme, « un mouvement, dirigé par un leader charismatique qui ne tolère aucune contradiction, une sorte de mafia, la structure de pouvoir d'une meute de loups », ont expliqué cinq anciens proches de M. Wilders. Dans le magazine *HP De Tijd*, ces anonymes détaillent « les méthodes destructives » d'un dirigeant qui divise pour mieux régner, manipule, harcèle afin de faire taire toute critique.

M. Wilders attend désormais impatiemment les européennes de mai, test grandeur nature qui pourrait lui permettre de devenir vraiment – et plus seulement de manière virtuelle – le premier parti du royaume. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS